

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)
--

N° Projet :

Maître de l'ouvrage

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conducteur d'opération

DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE
--

Objet du marché

GUYANE (973) – REMIRE MONTJOLY – BNDDC – DESENSABLEMENT
--

SOMMAIRE

I. OBJET DU MARCHÉ	3
II. CARACTERE URGENT DE L'OPERATION.....	3
III. OBJECTIF DES TRAVAUX	3
IV. LOCALISATION ET ACCES AU SITE	3
V. DELAI D'EXECUTION	4
VI. INSTALLATION DE CHANTIER	4
VII. MOYENS D'INTERVENTION PRECONISES.....	5
VIII. ORGANISATION DES REUNIONS DE CHANTIER.....	7
IX. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	7
X. PLANNING D'EXECUTION ET LIBERATION DE L'APPONTEMENT.....	8
XI. CLAUSE VERTE ET DEMARCHE SOGED	9
XII. OPERATIONS DE VERIFICATION ET CONTRÔLE DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX.....	10
XIII. DEFINITION DE LA ZONE GEOGRAPHIQUE DE TRAVAIL	10
XIV. QUANTITES A EVACUER ET GESTIONS DES SEDIMENTS EXTRAITS DU MILIEU	14
XV. OPERATION DE DEFRICHEMENT DES ZONES TAMPONS DE STOCKAGE DES SEDIMENTS	15
XVI. TRAITEMENT DE LA PLAGE ET DE L'AVANT-PLAGE, VERS LA FOSSE :	15
XVII. INTERVENTIONS SPECIFIQUES	16
XVIII. PENALITES DE RETARD ET OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	18
XIX. DOCUMENTS REMIS AU TITULAIRE	19
XX. PLAN D'EXECUTION DES TRAVAUX	20

I. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'exécution des travaux de désensablement de la Base Navale de Dégrad des Canes, située à Rémire-Montjoly, Guyane (973).

Les travaux de désensablement, objet de ce marché sont complémentaires aux opérations de curage et de dragage de la base navale de Dégrad-des-cannes, eux-mêmes prévus dans un accord-cadre distinct du présent marché de travaux.

Il est rappelé que les travaux de curage et dragage sont réalisés sous des chronologies distinctes des présents travaux et qu'il ne s'agit pas d'une opération simultanée ou à coordonner avec le présent marché. Toutefois, les travaux sont techniquement complémentaires.

L'opération de désensablement revêt un caractère urgent au regard des ouvrages portuaires impactés par cet ensablement. Un ras débordoir a notamment été neutralisé en raison de l'état d'avancement de l'avant-plage.

Cette opération constitue une intervention indispensable à la Marine Nationale permettant la remise à hauteur d'un tirant d'eau satisfaisant et le dégagement des abords et de la souille constituant la zone de stationnement des navires, lourds et légers

II. CARACTERE URGENT DE L'OPERATION

Les travaux de désensablement seront principalement à mener depuis la plage jusque dans le fleuve MAHURY, et constituent une opération urgente et prioritaire pour l'UNITE MARINE.

Cette urgence s'applique à :

- La nécessité de rétablir des conditions satisfaisantes et normales d'exploitation de la zone stationnement et d'appontement de la Base Navale de Dégrad des Canes (BNDDC)
- Les contraintes opérationnelles et logistiques de la base qui nécessitent une intervention dans les plus brefs délais afin de rendre la zone plus fonctionnelle.

III. OBJECTIF DES TRAVAUX

Le but des travaux de désensablement est d'assurer une intervention entre la « plage » et le milieu marin « zone de stationnement » de la base navale de Dégrad-des-Canes :

Restaurer les conditions d'accès nautique optimales pour la BNDDC et les engins de dragage en réduisant l'accumulation de sable et des matériaux obstruant ou gênant les manœuvres de la zone d'appontement pour la Marine Nationale et la gendarmerie Maritime.

Dégager en particulier les ouvrages spécifiques de la zone d'appontement, comme les ras débordoirs, les pieux d'ancrage, les ducs d'albe particulièrement impactés par les conditions d'ensablement de la zone.

Assurer les profondeurs contractuelles avec un tirant d'eau satisfaisant en référence au zéro des cartes Maritimes.

Garantir une zone de manœuvre conforme aux besoins opérationnel de la BNDDC

Etablir un compte rendu par étape de l'opération afin de communiquer à l'autorité environnementale l'avancement des opérations.

Transport des sédiments vers la zone de stockage au Grand Port Maritime.

IV. LOCALISATION ET ACCES AU SITE

Les travaux seront réalisés au sein de la base navale de Dégrad des Canes, située sur la commune de Rémire-Montjoly en Guyane (973).

L'accès au chantier s'effectuera par l'entrée principale de la base navale. L'entreprise devra réaliser l'ensemble des démarches administratives nécessaires pour obtenir les autorisations d'accès pour ses personnels et ses véhicules. L'accès sera strictement contrôlé.

Il est à noter que l'entreprise interviendra à proximité immédiate de la zone d'apponnement afin de désencombrer l'ouvrage et de rétablir l'écoulement des eaux pluviales du site. Compte tenu de la configuration d'ensablement (presque jusque sous le tablier) et de la situation de cet ouvrage, le titulaire devra utiliser des moyens d'intervention adaptés, voire spécifique, de manière à préserver l'intégrité de l'ouvrage pendant toute la durée des travaux.

Un état des lieux avant travaux et pendant les travaux sera effectué.



Exutoire EP – parcelles AP331 – AP332, partiellement obstruée – nécessite de dégager l'ouvrage ponton, (ensablement jusque sous le tablier)

En rouge : Zonage de l'engraissement et avancée sableuse dans la zone de stationnement des navires. La flèche indique la progression de l'ensablement – engraissement de la plage vers la zone de stationnement. (Photographie aérienne de 2021 – site géo portail urbanisme – voir dossier PDF de photos actualisés de la base navale)

En Orange : Zone où l'influence sablonneuse est la plus élevée, réduisant drastiquement le tirant d'eau des navires.

Pointillés : Zone ponton fortement ensablé, nécessitant un dégagement jusque sous le tablier (notamment en raison de la présence de divers organes d'alimentation et évacuations)

V. DELAI D'EXECUTION

Le titulaire disposera d'un délai maximal d'exécution de 1 mois, interruptions incluses, et ce quel que soit le niveau des marées. L'entreprise devra organiser son intervention de manière à limiter autant que possible les interruptions.

Le délai d'exécution sera précédé d'une période de préparation de 15 jours.

Sous réserve des impératifs opérationnels de la Base Navale de Dégrad-des-Cannes, les travaux devraient être réalisés du 1^{er} au 31 octobre 2025.

VI. INSTALLATION DE CHANTIER

Le titulaire pourra, sous sa responsabilité et avec l'accord du maître d'œuvre, raccorder ses installations de chantier aux réseaux existants :

- Électricité,
- Eau potable,
- Eaux usées.

Ces branchements provisoires s'effectueront aux frais du titulaire.

Le titulaire devra installer des compteurs. La consommation d'eau et d'électricité pourra faire l'objet d'une facturation.

VII. MOYENS D'INTERVENTION PRECONISES

Pour l'exécution des travaux de désensablement, le titulaire devra mettre en œuvre des moyens adaptés à la configuration et aux contraintes spécifiques de la base navale de Dégrad des Canes.

1. Désignation du matériel

1.1 Moyen de désensablement

Il est préconisé la mise en œuvre d'une mixité des matériels, afin de passer aisément de la berge, aux premières profondeurs de la zone de stationnement, l'utilisation d'un Watermaster ou d'un matériel équivalent associé à des moyens de type travaux public est particulièrement avisé.

Ce type de matériel est adapté aux travaux pour les raisons suivantes :

- il permet une grande souplesse d'utilisation dans des espaces restreints, notamment à proximité des ouvrages portuaires existants (appontement, ducs-d'Albe, exutoire) ;;
- il offre une capacité d'intervention efficace, garantissant la performance des travaux sur la durée la plus optimiste possible, tout en tenant compte de l'activité opérationnelle de la base navale ;
- il limite l'emprise et les nuisances sur le site, assurant une intervention sécurisée et contrôlée ;
- il permet de minimiser les temps d'arrêt liés aux conditions de marée, en optimisant les phases de pompage et d'extraction.

1.2 Transport vers le Grand Port Maritime (GPM)

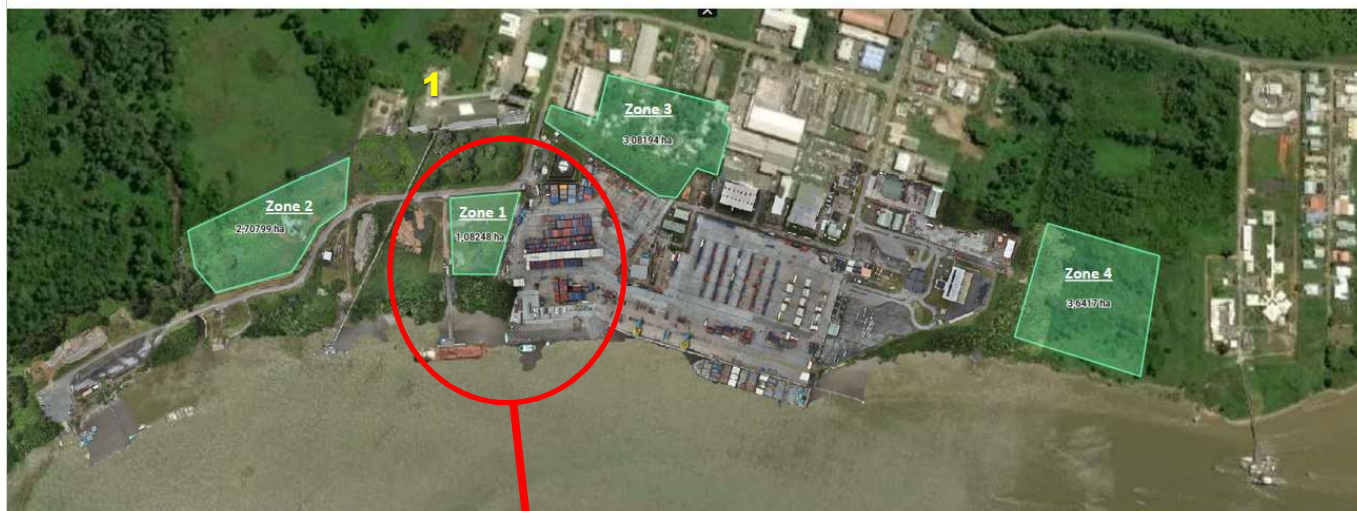
Le transport des sédiments extraits depuis la zone de désensablement jusqu'au site de dépôt sera assuré par voie routière.

À cet effet, le titulaire mettra en œuvre des moyens adaptés, notamment des camions benne ou tout autre équipement équivalent, permettant **d'acheminer les matériaux vers la zone 1** du Grand Port Maritime (GPM) de Guyane, identifiée comme zone de dépôt autorisée (cf. plan ci-dessous).

Le titulaire sera entièrement responsable des opérations de chargement et de déchargement des sédiments, depuis la zone de désensablement jusqu'au lieu de dépôt. Il devra mettre en place les dispositions nécessaires pour garantir un transport sécurisé, sans nuisance pour l'environnement ni pour les voies empruntées.

Il lui appartiendra de :

- adapter le type et le nombre de véhicules aux contraintes d'accès et aux volumes à transporter ;
- prévoir un bâchage systématique des bennes pour éviter les envois ou ruissellements ;
- nettoyer les roues et les surfaces de circulation si nécessaire pour maintenir la propreté des accès ;
- se conformer aux conditions d'accès, horaires et procédures imposées par les autorités du GPM.



Planning de disponibilité des zones de stockage de sable : Zone 1 : Octobre 2025



1.3 Transport vers les zones de tampons stockage de la BNDDC

En cas d'indisponibilités temporaire ou définitive des zones de dépôt prévue au Grand Port Maritime le titulaire devra pouvoir mobiliser si nécessaire des moyens de transport terrestre adaptés pour l'évacuation des sédiments extraits vers les zones tampons de stockage situées sur le site.

Les transports seront réalisés au moyen de camions de chantier adaptés à la configuration du terrain.

Le type et le cubage des camions seront laissés à l'appréciation du titulaire qui devra adapter les moyens déployés en fonction :

- Des contraintes d'accès.
- De la portance des sols.
- De l'aménagement des pistes internes à la base navale.

Le titulaire devra veiller à organiser les rotations de camions de manière à assurer une fluidité de fonctionnement et des évacuations, sans encombrement ni stationnement prolongé sur le site.

Le nombre de camions, ainsi que leur capacité de chargement, devront être ajustés par l'entreprise afin de garantir le respect des délais d'exécution.

VIII. ORGANISATION DES REUNIONS DE CHANTIER

Les réunions de chantier seront organisées sur convocation du maître d'œuvre

Le compte rendu de chaque réunion sera notifié au titulaire par ordre de service.

Ces comptes rendus auront une valeur contractuelle.

Ils feront notamment office de convocation officielle à la réunion suivante dès lors qu'ils mentionneront les informations relatives à la date, l'heure et le lieu de la prochaine réunion.

La participation aux réunions de chantier est obligatoire pour le titulaire.

Il est prévu qu'au minimum un rendez-vous hebdomadaire soit tenu pendant toute la durée des travaux, sauf indication contraire du maître d'œuvre.

L'objectif de ces réunions sera de suivre l'avancement, de valider les points d'étape et de traiter rapidement les éventuelles difficultés rencontrées sur le chantier.

Le titulaire devra également produire un compte rendu photographique hebdomadaire qui viendra compléter les échanges en réunion.

Ces photos constitueront une base de suivi de l'avancement des travaux et seront intégrées au suivi du dossier pour obtention de l'arrêté d'autorisation environnementale portant approbation de l'augmentation temporaire de l'activité de dragage de la loi sur l'eau à 120 000 m³ annuel (rubrique IOTA n° 4.1.3.0-3-a de la nomenclature) et exploitée par la base navale de Dégrad-des-cannes et situé sur la commune de Rémire-Montjoly et validée par la DTIE le 20 juin 2025 document placé en annexe de ce marché de travaux.

IX. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire devra exécuter l'ensemble de ses travaux dans le strict respect de la réglementation environnementale en vigueur, et notamment des dispositions relatives à la loi sur l'eau.

Il veillera à limiter l'impact de son intervention sur le milieu naturel, en mettant en place toutes les mesures de protection nécessaires. Le titulaire veillera en particulier à disposer de kit anti-pollution et de fûts en cas d'avaries de matériels de l'un de ces engins.

1.1 Nettoyage préalable

Avant le démarrage des travaux, le titulaire devra effectuer un nettoyage préalable de la plage et des abords immédiats.

1.2 Gestion et évacuations des déchets collectés

Le titulaire est responsable de la gestion de l'ensemble des déchets générés en dehors des sédiments extraits. Cela comprend :

- Les déchets issus du nettoyage préalable de la zone d'intervention, autres que les végétaux : plastiques, résidus divers, déchets flottants ou échoués (cordages, filets, déchets urbains, etc.) ;
- Les déchets végétaux (bois flottés, branches, racines, feuillages...) présents sur la plage ou à proximité immédiate des zones d'intervention ;
- Les déchets issus des installations de chantier : consommables, emballages, déchets banals, petits équipements, etc. ;
- Les déchets techniques, le cas échéant (huiles, chiffons souillés, filtres, contenants vides, etc.).

1.3 Protection des zones tampons de stockage

L'entreprise devra également assurer la protection des zones tampons de stockage des sédiments extraits.

Ces zones devront être :

- Délimitées et sécurisées par des barrières physiques.
- Identifiées clairement par une signalétique adaptée et visible.
- Aménagées de manière à permettre un compactage régulier des matériaux afin d'assurer la stabilité des dépôts et éviter tout risque de dispersion.

X. PLANNING D'EXECUTION ET LIBERATION DE L'APPONTEMENT

Le titulaire devra établir et soumettre au maître d'œuvre un planning détaillé de réalisation.

Ce planning devra impérativement être transmis au minimum deux semaines avant le démarrage effectif des travaux.

Le planning devra faire apparaître :

- Les différentes phases d'interventions comme suit :
 - (1) Etat des lieux entrant et relevé en bathymétrie initial, référentiel topo. au niveau de la bande côtière concerné par des mesures correctives du profil,
 - (2) Mise en place de la zone de chantier, et cantonnement de la zone vie
 - (3) Défrichage des terrains, préparation et nettoyage des deux zones de stockage pour l'accueil des sédiments, matériaux de chantier.
 - (Permanent) Phases prévisionnelles de mise en déchetteries de divers déchets verts et autres,
 - (4) Intervention sur la façade littorale sur un tronçon unique de 200 m, mesure corrective sur le profil de plage et l'avant-plage, intervention dans la fosse de stationnement afin de rétablir le tirant d'eau de 2,50 m au zéro des cartes Maritimes.
 - (5) Intervention spécifique au niveau des deux Duc d'albe et des pieux d'ancrage des ras débordoirs n°3, n°4 et n°5 de la zone 2, et prises de mesures ponctuelles,
 - (6) Intervention spécifique au niveau de la zone d'appontement des PAG, des deux duc D'albe et des pieux d'ancrage des ras débordoirs n°1 et n°2 de la zone 1, et prise de mesures ponctuelles
 - (7) Intervention spécifique de la zone de l'ouvrage « ponton », objectif de rétablissement de l'écoulement principales des eaux pluviales de la parcelle AP331 et AP332.
 - (8) Les phases état des lieux sortant, contradictoires de relevé en bathymétrie, nouveau référentiel topo au niveau de la bande côtière après modification du profil de la plage, et avant plage.
 - (9) Ajustement *in situ* si nécessaires pour assurer le tirant d'eau de la zone 2 à -2,50 m., des éléments de la zone 1 à -4,00 m par rapport au zéro des cartes Maritimes
- Les moyens nautiques, et terrestres TP engagés, les matériels et les moyens humains mobilisés ainsi que la durée prévisionnelle pour chacune des étapes ;
- Les éventuelles contraintes liées aux marées, hauteur de marnage ou vis-à-vis de l'organisation de la base navale ;
- Les traitements points particuliers en particulier aux abords de l'ouvrage ponton, des pieux et des ducs d'albe ;

- L'organisation de l'évacuation des sédiments vers la zone de stockage.

Après validation par le maître d'œuvre, ce planning sera communiqué à la base navale de Dégrad des Cannes afin de permettre l'organisation interne et la libération de l'appontement durant la période d'intervention.

Le titulaire s'engage à respecter le planning validé et à informer immédiatement le maître d'œuvre de toutes difficultés susceptibles d'entraîner des modifications.

Il est rappelé que l'organisation des travaux devra limiter autant que possible les interruptions et fera l'objet d'un suivi entre le maître d'œuvre et le titulaire.

XI. CLAUSE VERTE ET DEMARCHE SOGED

Dans le cadre des prestations de désensablement, l'entreprise devra adopter une démarche environnementale responsable, intégrant les principes de la clause verte et de la gestion réglementaire des déchets.

Textes communs – Gestion des déchets (Clause verte et SOGED)

- **Code de l'Environnement :**
 - **Article L541-1 et suivants :** Principes généraux de la prévention et de la gestion des déchets.
 - **Article L541-3 :** Interdiction des dépôts sauvages de déchets.
 - **Article L541-21-1 :** Obligation de tri des déchets à la source sur les chantiers de construction et de démolition.
 - **Articles R541-49 à R541-52 :** Modalités d'organisation du tri des déchets et de gestion des flux.
 - **Article R541-12-17 :** Obligation d'évacuer les déchets vers des installations de traitement appropriées.
- **Décret n°2020-1817 du 29 décembre 2020 :** Obligation de tri des déchets issus des chantiers (5 flux minimum : bois, métal, plastique, verre, plâtre).
- **Arrêté du 29 février 2012 :** Obligation de tenue d'un registre chronologique des déchets.

Le titulaire devra mettre en place une gestion conforme à la réglementation des déchets.

En amont de l'opération de désensablement, l'entreprise devra procéder au nettoyage de la plage et des abords immédiats.

Cette intervention vise à évacuer les déchets végétaux, les plastiques, et tout autre déchet flottant ou échoué pouvant gêner l'exécution des travaux.

Les déchets collectés devront être :

- Triés à la source.
- Transportés et évacués vers des centres de traitement agréés.
- Traçables via la fourniture des bordereaux de suivi des déchets (BSD).

Les sédiments extraits du site ne sont pas considérés comme des déchets au sens réglementaire et seront donc acheminés et stockés conformément au § VI.1.2

Une analyse des sédiments caractérisant le statut figure en annexe du présent marché (analyse réalisée en date du 26 mai 2025)

En revanche, le titulaire devra assurer :

- La protection et la surveillance des zones de stockage des sédiments sur les deux sites désignés (voir annexes) ;
- Le compactage régulier des sédiments extraits et permettre l'assèchement de ces derniers ;

- La mise en place de protections et de barrières physiques et accompagné par une signalisation adaptée envers le public des dangers encourus sur la zone de chantier et de stockage des sédiments ;

L'entreprise veillera à maintenir la propreté générale du site pendant toute la durée des travaux.

Tout manquement constaté dans la gestion des déchets pourra faire l'objet d'observations formelles et, le cas échéant, entraîner des mesures correctives immédiates à la charge du titulaire.

XII. OPERATIONS DE VERIFICATION ET CONTRÔLE DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Durant les travaux, le titulaire devra fournir :

- Des relevés contradictoires en bathymétries en référence au zéro des cartes maritimes ces mesures seront impérativement réalisés « Avant » pendant la phase de préparation, et « Après » l'opération de désensablement, des étapes de mesures ponctuelles pourront être établies en intermédiaire ;
- Une présentation de type reportage des travaux exécutés sera établie afin de permettre le suivi global des travaux vers l'autorité environnementale, les quantités extraites seront renseignées dans le document.

Les informations et les relevés devront être suffisamment précis et exploitables pour permettre de vérifier l'atteinte de l'objectif fixé, à savoir :

- Le dégagement de la zone d'intervention sur une largeur totale de 200 mètres linéaires incluant au centre la zone d'appontement ;
- Un tirant d'eau minimal de moins 4,00 mètres minimum dans la zone 1 au niveau des ducs-d'Albe en référence au plan de stationnement de la souille (cf. schéma ci-dessous / § XIII) ;
- Pour information, la zone 2 est concernée par une fosse de moins de 4,00 m par rapport au zéro des cartes. Cette zone 2 n'est pas concernée par les travaux (cf. schéma ci-dessous / § XIII).

Les relevés en bathymétries et ou réalisés à la pige en phase intermédiaire seront réalisés sous la responsabilité du titulaire et à ses frais. Ils permettront de contrôler de manière objective :

- L'état général de la zone de stationnement, quant à son dégagement, l'état d'avancement des opérations de curage au fil de l'eau ;
- Le respect des profondeurs contractuelles souhaitées par le maître d'ouvrage.

Les documents produits dans ce cadre seront soumis au visa du maître d'œuvre.

Les résultats de ces vérifications conditionneront la réception des travaux et la validation finale de l'intervention.

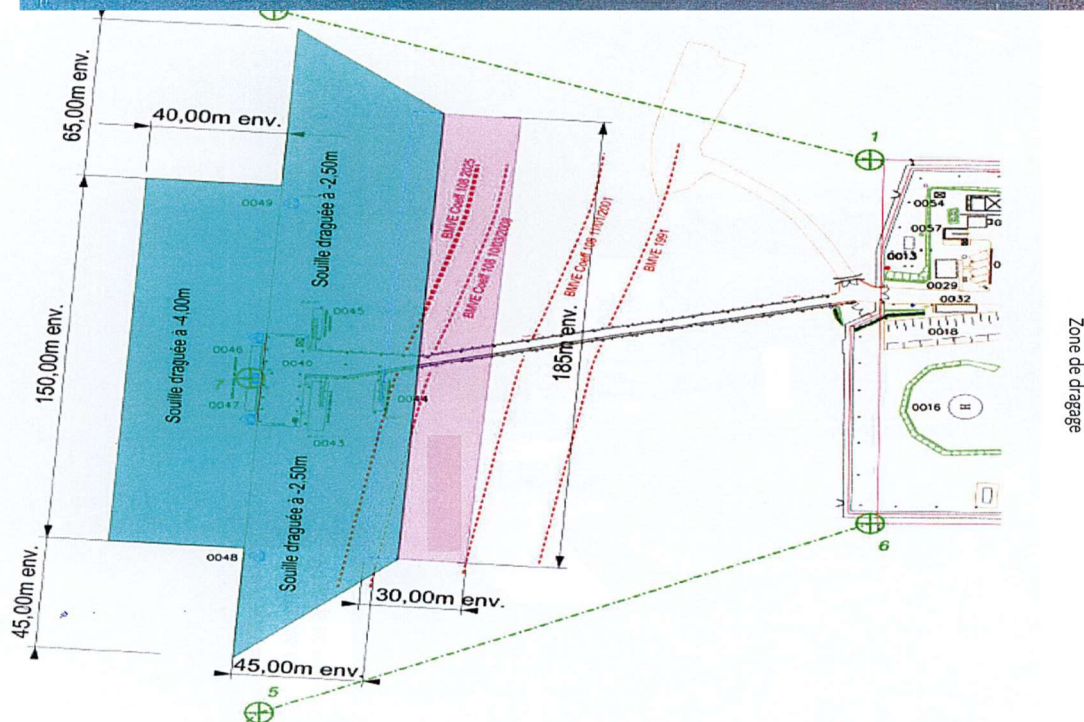
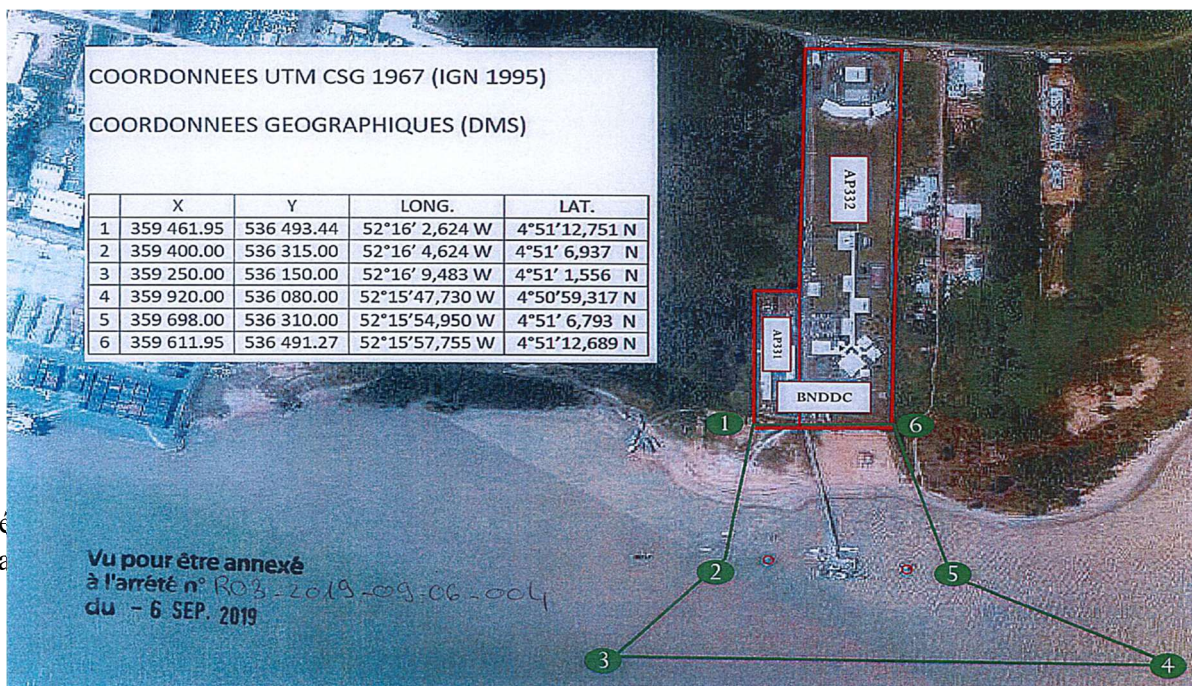
XIII. DEFINITION DE LA ZONE GEOGRAPHIQUE DE TRAVAIL

L'opération se situe à Dégrad-des-Cannes sur une masse d'eau dite de transition « polyhaline » (référéncé FRKT063) sur la rive gauche du fleuve Mahury devant la parcelle cadastrée n°AP331 et AP332, de la commune de Rémire-Montjoly.

La zone d'intervention s'étend sur 1 seul tronçon inférieur à 500 m de façade maritime de l'océan Atlantique Nord :

- Sur une façade longitudinale totale d'environ 200 mètres de part et d'autre de l'appontement, horizontalement ;
- Jusqu'aux ducs-d'Albe (référéncé ci-dessous), verticalement, intégrant leur pourtour et accessibilité à un bâtiment de la Marine nationale.

Ci-après les coordonnées géographiques de l'AOT maritime de la BNDDC :



- **Zone 1** : En bleu, c'est la zone de stationnement qui doit être maintenu dans une profondeur de - 4,00 m minimum par rapport au zéro des cartes 15000s maritimes. Il s'agit de garantir le tirant d'eau.
- **Zone 2** : En rose, elle correspond à la zone de travail intense entre la berge et la zone de stationnement nécessitant en particulier la reprise du profilage de la plage actuelle pour le rendre moins abrupte. Le titulaire devra proposer une reprise de l'avant-plage afin que cette dernière ne « glisse » pas dans la zone bleue par un apport massif de sédiments.

Deux zones de stockage des sédiments extraits seront aménagées :

- Une de chaque côté de l'appontement autorisé par le Préfet de Guyane le 18 juin 2025 à l'arrêté actualisé R03-2025-06-18-00001 portant actualisation de l'autorisation d'occupation temporaire du

domaine public maritime de la base navale de Dégrad-des-cannes et des modalités de maintien de l'accès aux ouvrages situés sur le fleuve Mahury, et la commune de Rémire-Montjoly

Le titulaire adaptera la répartition précise des matériaux en fonction des contraintes techniques et de l'avancement des travaux.

Les deux parcelles dévolues sont dénommées :

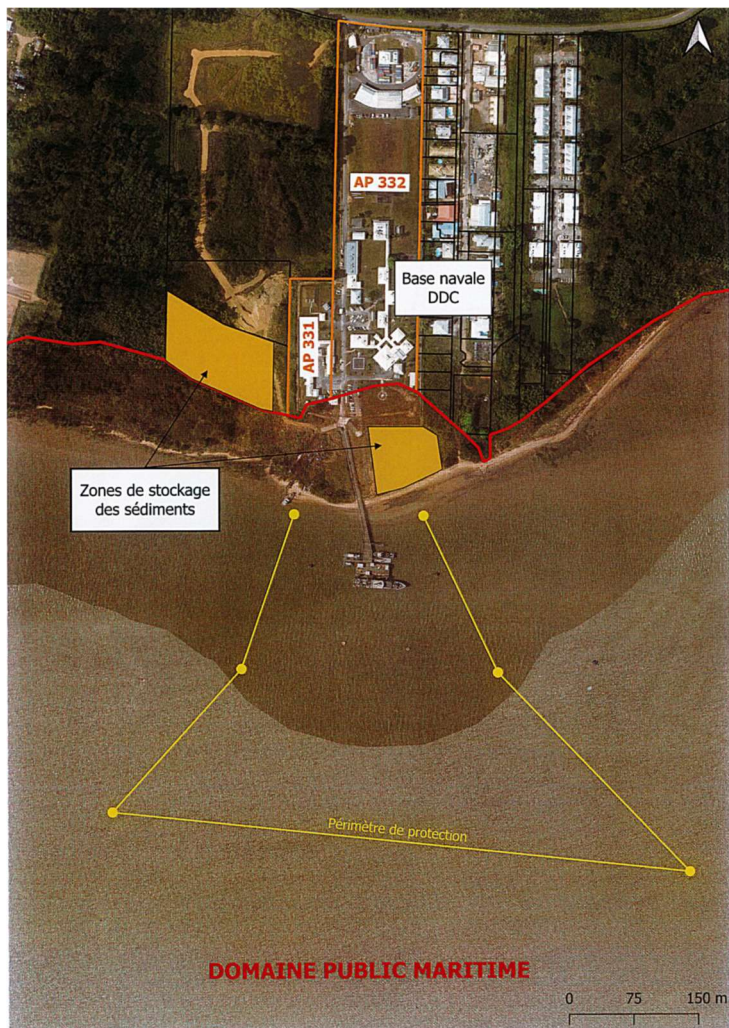
- AP872
- La parcelle 50 pas géométriques située à l'avant des parcelles AP331 et AP332.

Sur la parcelle AP872, il est porté attention à la présence d'une crique et d'un écoulement naturelle vers le fleuve, qu'il conviendra de préserver, ainsi qu'une servitude de passage qu'il conviendra de maintenir durant les travaux.

Les terrains dévoués aux stockages des divers matériaux et sédiments feront l'objet d'une préparation initiale, de nettoyage et défrichage, et d'une organisation méthodique qui devra clairement être exprimé par le titulaire.

Il est porté attention sur la présence la hauteur de marnage haut et la présence de « laisses de mer » qui indiquent la limite à ne pas franchir pour le stockage des sédiments, des matériaux sans risque de glissement dans le fleuve. Le titulaire veillera tout particulièrement à ce que le stockage puisse être entreposée de long mois sans être inquiété par un risque de retour vers le fleuve.

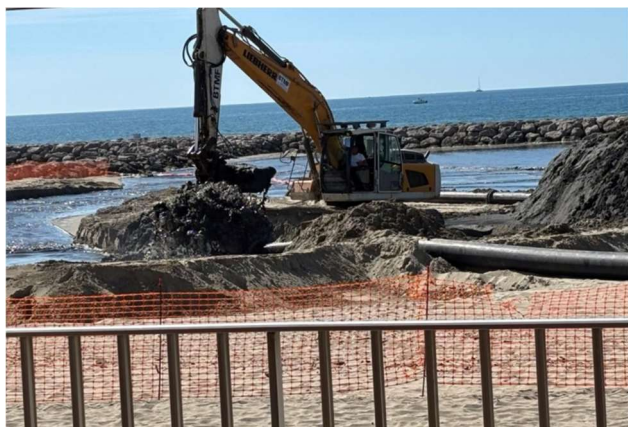
Ci-après la cartographie des zones de stockages des matériaux réservées à l'opération de désensablement est à intégrer comme suit dans cette opération.



Le titulaire veillera à assurer la délimitation physique de la zone par une signalisation visible et des barrières de sécurité.

- Un affichage spécifique d'interdiction d'accès au public devra être maintenu durant le chantier.

Ci-après un exemple de sécurisation de la zone de travail pouvant être pris en référence par le candidat, afin de sécuriser et d'interdire momentanément l'accès au chantier en cours. Cette « barrière » fera l'objet de contrôle quotidien de la part du titulaire pour en vérifier l'intégrité en particulier avant le démarrage des travaux et sera consigné au cahier de chantier les reprises correctives.



La zone d'intervention est particulièrement sensible du fait de :

- L'étroitesse des espaces disponibles entre la plage et les zones de stockage.
- La proximité immédiate de la base navale et des infrastructures existantes.

Il est donc impératif qu'un seul responsable de chantier soit désigné sur place, y compris en cas de sous-traitance.

Cette organisation vise à garantir une maîtrise parfaite des flux, une gestion optimisée de la coactivité, et une réduction des risques.

Le titulaire restera seul responsable de la sécurité de sa zone de chantier, des matériels et des véhicules présents sur le site, y compris lorsqu'ils stationneront ou circuleront dans l'enceinte militaire de la base navale.

Cette zone tampon de stockage ne sera utilisée que sur ordre, en fonction des besoins et de la capacité réelle du Grand Port Maritime (GPM) à recevoir les sédiments extraits.

Voir article VII. 1.3 pour les conditions d'emploi

XIV. QUANTITES A EVACUER ET GESTIONS DES SEDIMENTS EXTRAITS DU MILIEU

La quantité de sédiments à extraire et à évacuer dans le cadre du présent marché est estimée à **au moins 20 000 m³**. L'atteinte de cet objectif par le titulaire devra être spécifié expressément par le titulaire au Maître d'œuvre.

Le volume évacué sera comptabilisé et devra être confirmé à l'issue des opérations de relevés contradictoire du titulaire en liaison avec le maître d'œuvre.

Les sédiments extraits devront être :

- Transportés vers le Grand Port Maritime par voie routière :
 - Le titulaire sera entièrement responsable des opérations de déchargements extraits depuis les barges jusqu'aux zones de dépôt identifiées au sein du Grand port Maritime (GPM). Il lui appartiendra de mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaire pour garantir une manutention sécurisée, continue et sans risque de pollution, dans le respect des consignes portuaires et environnementales en vigueur

- Transportés et stockés vers les zones tampons de stockage définies sur site de la base navale de Degrad-des-cannes en cas d'indisponibilité de la zone GPM. La zone devra être parfaitement organisée et sécurisée, afin notamment d'être reprise par un tiers lors des opérations de transports et ultérieurs des sédiments par voies fluviales et par voies terrestres.
- Le compactage devra être assuré régulièrement afin d'optimiser l'espace et d'assurer la stabilité des zones de dépôts.

Le compactage est obligatoire.

Le titulaire devra organiser ses interventions pour assurer une gestion efficace des flux et une bonne stabilité des matériaux stockés.

Le transport des sédiments depuis la zone d'extraction jusqu'aux zones tampons de stockage devra s'effectuer :

- À l'aide de camions adaptés à la configuration du terrain.
- Avec une capacité et un nombre de véhicules ajustés en fonction des contraintes d'accès et de circulation.

Le choix des engins TP et des itinéraires intérieurs fera l'objet d'un ou plusieurs plans de circulation spécifiques. Les manœuvres des engins, la sécurisation des gabarits ou la mobilité de certains engins TP sur l'aire de manœuvre relèvera de la responsabilité du titulaire qui devra veiller en permanence à limiter les risques et les nuisances afin d'assurer la fluidité des rotations et *in fine* la cadence des opérations.

XV. OPERATION DE DEFRICHEMENT DES ZONES TAMPONS DE STOCKAGE DES SEDIMENTS

Dans le cadre du présent marché, il est rendu nécessaire la préparation des zones de stockage tampon par la mise en œuvre d'une opération de défrichage du terrain. Ces opérations pourront avoir lieu durant la période de préparation.

Le titulaire devra :

- Identifier la méthodologie assurer le défrichage et le nettoyage de la zone.
- Procéder au nettoyage et à la préparation des terrains,

Cette intervention comprendra :

- La préparation des terrains pour le stockage des sédiments
- L'enlèvement des déchets et des matériaux accumulés naturel et non naturel.
- L'évacuation des déchets vers une filière agréée.

XVI. TRAITEMENT DE LA PLAGE ET DE L'AVANT-PLAGE, VERS LA FOSSE :

Dans le cadre du présent marché, il a été constaté un engraissement très appuyé du trait de côte de la bande littorale de la base navale de Dégrad-des-cannes qu'il s'agisse de la partie émergée de la plage et de la partie avant-plage, cette dernière ayant une tendance à migrer massivement dans la zone de stationnement des navires de la marine mettant ainsi des difficultés majeures au maintien du tirant d'eau dans ce secteur.

Le titulaire devra aussi intervenir dans le fleuve que sur la bande littorale afin d'assurer le dégagement partiel de la zone de stationnement des navires jusqu'au Duc d'Albe afin de maintenir un tirant d'eau de moins 2,50 m au zéro des cartes maritimes.

Ci-après une carte aérienne d'identification de la zone d'intervention :

- La photo date de 2021 démontre l'évolution et l'engraissement très important observé en 2025, et très probablement renforcée par la présence de l'ouvrage appontement.
- Les flèches indiquent les points d'attention de traitement de la plage et de l'avant-plage.
- En orange figure le périmètre d'intervention au rétablissement du tirant d'eau
- Le trait jaune indique l'engraissement et le fort apport de sédiments, depuis 2021.



Le titulaire devra :

- Identifier les méthodologies nécessaires pour opérer dans la zone de la plage et de l'avant –plage afin de rétablir un profil moins abrupt afin de désencombrer la fosse de la zone 2 et la retraiter à moins 2,50 m par rapport au zéro des cartes maritimes.
- Procéder à la reprise du tronçon des 200 ml de la plage au moyen de bulldozers, de boteurs et d'engin nautique multi techniques de type WATERMASTER. L'absence de moyen nautique de type drague amphibie devra faire l'objet d'une justification de mise en œuvre de moyens palliatifs. Les sables et les sédiments extraits seront ensuite déchargés et refoulés sur les deux zones de stockage tampon situées quelques mètres en arrière.
- Les moyens engagés jusqu'au Duc d'albe seront à préciser tout comme l'emploi de pelle long bras de 30 T avec portée de 18 m pour le curage des zones difficiles d'accès ou éloignés de la berge, en action complémentaire de moyen nautique dans la zone de dragage.
- Les manœuvres de chargement /déchargement du point d'extraction vers la zone de stockage tampon des sédiments seront également précisées en nombre et qualité.

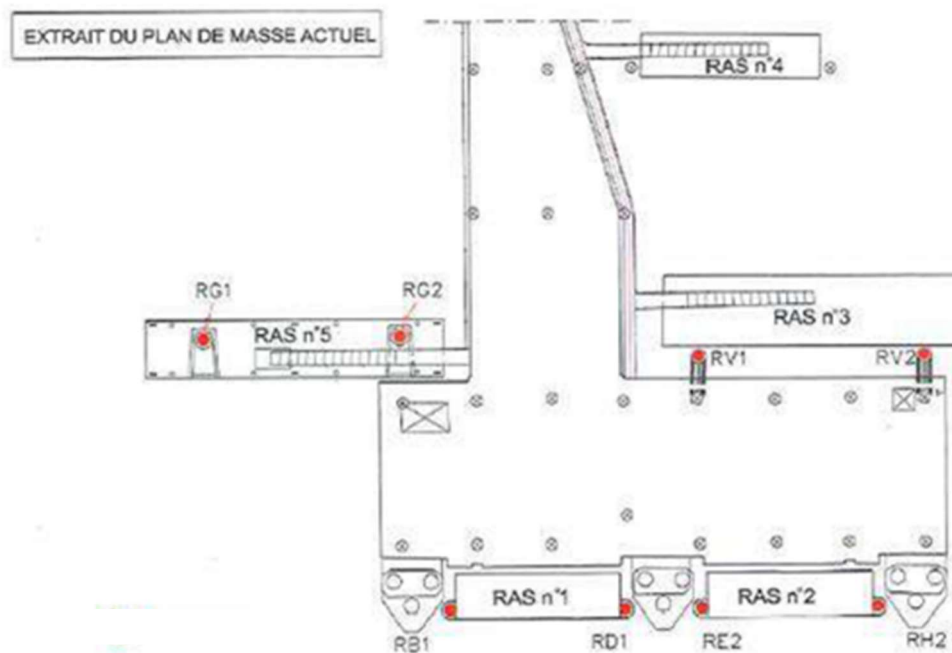
Cette intervention comprend :

- L'enlèvement des matériaux sédiments vers la zone tampon et des déchets verts et autres accumulés.
- L'organisation et la gestion de la zone de stockage des sédiments afin de permettre le séchage des matériaux extraits du fleuve. L'optimisation et la sécurisation de l'entreposage des sédiments.
- L'évacuation des déchets spécifique vers une filière agréée.
- Le profil général de la plage sera en conséquence remanié pour ne pas être ensuite considéré filante dans la fosse des navires de la base navale.

L'ensemble des opérations relatives à la remise en état de la fosse de stationnement de la zone 2 et des abords intégrant la plage et l'avant-plage sera réalisé sous la responsabilité du titulaire, et devra être pris en compte dans le planning global des travaux.

XVII. INTERVENTIONS SPECIFIQUES

Les opérations de travaux du tronçon unique sur 200 ml comprennent des interventions spécifiques autour d'ancrage, de Ducs d'albe et de fondations du ponton. Elles sont présentées ci-après :



1. Intervention spécifique au niveau des deux ducs d'albe et des pieux d'ancrage des ras débordoir

Il a été constaté un encombrement autour des pieux d'ancrage des ras débordoir n°4, n°3 et n°5 et des ducs d'albe de part et d'autre de la zone d'intervention par l'apport excessif de matériau et sédiments ;

Le titulaire devra :

- Identifier la méthodologie pour opérer dans ces zones spécifiques ;
- Procéder au curage de la zone par des moyens terrestres et nautiques, afin d'assurer le tirant d'eau à moins 2,5 mètres par rapport au zéro des cartes ;
- La présence de l'appontement, et des ras débordoir favorisent l'accumulation des sédiments au droit de l'ouvrage.

Cette intervention comprend :

- L'enlèvement des matériaux accumulés ;
- L'évacuation des sédiments vers la zone tampon ;
- La vérification des profondeurs adéquate de la fosse.

L'ensemble des opérations relatives au dégagement de la fosse et de la zone d'appontement sera réalisé sous la responsabilité du titulaire, qui assurera la coordination nécessaire entre des moyens nautiques déployés et terrestres quel que soit la hauteur de marée.

2. Intervention spécifique au niveau de la zone des PAG et les deux duc d'albes et des pieux d'ancrage des ras débordoir n°1 et n°2

Il a été constaté un encombrement autour des pieux d'ancrage des ras débordoir n°1, n°2 de part et d'autre de la zone n°1 dédié à l'accueil des PAG par un apport excessif de matériau et sédiments ;

Le titulaire devra :

- Identifier la méthodologie pour opérer dans cette zone spécifique en ayant pour zone d'appuis le ponton ;

- Procéder au curage de la zone des ras débordoir 1et 2 et des 2 Duc d'Albe par des moyens terrestres et nautiques, afin d'assurer le tirant d'eau à moins 4 mètres par rapport au zéro des cartes ;
- La présence de l'appontement, et des ras débordoirs favorisent l'accumulation des sédiments au droit de l'ouvrage. Il a été constaté dernièrement un apport massif de matériaux vers cette zone 1. Il n'est pas demandé au titulaire de traiter toute la zone 1, mais d'assurer le dégagement de l'ouvrage autour des pieux et Duc d'albe.

Cette intervention comprend :

- L'enlèvement des matériaux accumulés au droit des ducs d'albe RB1 et RH2, puis au niveau des pieux du ras débordoir n°1 et n°2 ;
- L'évacuation des sédiments vers la zone tampon ;
- La vérification des profondeurs adéquate de la fosse sur cette zone à – 4,00 m pour cette zone.

L'ensemble des opérations relatives au dégagement de la fosse et de la zone d'appontement sera réalisé sous la responsabilité du titulaire, qui assurera la coordination nécessaire entre des moyens nautiques déployés et terrestres quel que soit la hauteur de marée.

3. Intervention spécifique sur l'ouvrage « ponton », et l'exutoire des eaux pluviales.

Il a été constaté un encombrement et un ensablement important du ponton, jusque sous le tablier sur au moins 50 ml. L'écoulement des eaux pluviales de l'exutoire principal des eaux pluviales situé dans la zone d'intervention est obstrué par l'apport massif des sédiments des derniers mois et par l'arrivée de divers déchets végétaux, tronc arbres, branches et autres matériaux.

Dans le cadre du présent marché,

Le titulaire devra :

- Identifier la méthodologie pour opérer dans zone de l'appontement et rendre l'exutoire des eaux pluviales à nouveau fonctionnel ;
- Procéder au nettoyage et à la remise en état de fonctionnement ;
- L'appontement, le ponton présente un fort ensablement sur au moins 50 m. et fera l'objet d'une intervention spécifique qui devra être elle aussi détaillée vis-à-vis de l'ouvrage et de son intégrité.

Cette intervention comprend :

- L'enlèvement des déchets et des matériaux accumulés sous le ponton et aux abords ;
- L'évacuation des déchets et matériaux vers une filière agréée ;
- La vérification visuelle d'un écoulement des eaux pluviales vers le fleuve.

L'ensemble des opérations relatives au dégagement du ponton et à la remise en service de l'exutoire sera réalisé par le titulaire, et devra être pris en compte dans le planning global des travaux.

XVIII. PENALITES DE RETARD ET OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Compte tenu du caractère urgent de l'opération, le respect des délais contractuels est une exigence essentielle du présent marché.

1. Documents à remettre avant le démarrage des travaux

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra impérativement transmettre au maître d'œuvre :

- La liste nominative du personnel devant intervenir sur le chantier, accompagnée des pièces d'identité ;
- La liste des véhicules et matériels devant accéder à la base navale, avec les caractéristiques techniques des équipements ;
- Le calendrier d'exécution, qui devra être visé par le maître d'œuvre ;
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ou, à défaut, un plan hygiène et sécurité adapté ;

- Les fiches techniques des équipements utilisés, incluant les rapports de visites périodiques de contrôle réglementaire.

Le titulaire devra également fournir une attestation d'assurance couvrant :

- Les dommages pouvant survenir à ses propres matériels ;
- Les dommages causés au maître d'œuvre, au représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) et aux tiers ;
- Sa responsabilité civile dans le cadre de l'exécution des travaux.

Le titulaire est responsable de la surveillance et de la sécurité de ses matériels et véhicules, y compris lorsqu'ils sont stationnés dans l'enceinte militaire de la base navale.

2 Caractère urgent de l'opération

L'intervention de désensablement constitue une condition préalable indispensable à l'intervention future des engins de dragage, prévue dans le cadre d'un accord-cadre distinct.

Le titulaire doit avoir pleinement conscience :

- Du rôle critique de cette opération dans la continuité des futurs travaux ;
- De l'importance de la libération rapide de l'apportement pour la base navale.

3 Engagement du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des exigences :

- Techniques ;
- Environnementales ;
- Organisationnelles ;
- Administratives.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) constitue le référentiel contractuel des prestations attendues.

XIX. DOCUMENTS REMIS AU TITULAIRE

Le maître d'ouvrage mettra à disposition du titulaire, au démarrage du marché, les documents suivants :

- L'analyse des sédiments réalisée en amont de l'opération.

Cette analyse fournira des indications sur la nature et la qualité des matériaux à extraire. Elle permettra au titulaire d'adapter ses moyens d'intervention et ses mesures de protection en conséquence.

- Le plan de la zone d'intervention et des zones de stockage, incluant les coordonnées géographiques précises ;
- L'arrêté d'autorisation Loi sur l'eau encadrant les opérations pré-citées ;
- Les arrêtés complémentaires délivrés par la préfecture portant autorisation pour le travail à terre et le stockage des sédiments sur les zones tampons désignés ;
- Les éventuelles contraintes techniques et organisationnelles propres à la base navale, notamment les règles d'accès et de sécurité spécifiques au site militaire ;
- Les études environnementales précisant les phénomènes en cours dans l'estuaire du Mahury, à l'origine des bouleversements de méthodes pour la réalisation d'un dragage satisfaisant sur la zone.

L'ensemble de ces documents constituera le jeu de base documentaire de référence pour l'exécution des travaux

XX. PLAN D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le titulaire fournira un plan qui précisera :

- La délimitation des zones d'interventions pour le désensablement et le traitement des points spécifiques ;
- Le fonctionnement des deux zones de stockage des sédiments extraits, situées de part et d'autre de l'appontement ;
- Les accès au chantier, les points de contrôle et les chemins de circulation des engins marche en avant, les modalités d'interventions très particulière d'intervention ;
- Un planning par phases des interventions envisagées.